

RESEARCH ARTICLE

POLITIQUE ECONOMIQUE, PERFORMANCES ECONOMIQUES ET CARRE MAGIQUE DE NICOLAS KALDOR EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

KAZADI MATANDA Anastas*¹, MUAMBA MUSASA Christ Seul², ILUNGA ILUNGA Boniface³ and LUBANZA NGOMA Germain⁴

¹Chef de travaux à l'Université de Mwene-Ditu et Doctorant en Sciences Économiques de l'Université de Kisangani; ²Assistant à l'Université de Mwene-Ditu; ³Assistant à l'Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kalenda et Secrétaire Général Administratif; ⁴Professeur à l'Université de Kisangani et Secrétaire Général Académique de l'Université Officielle de Mbuji-Mayi

ARTICLE INFO

Article History

Received 08th February, 2024
Received in revised form
20th March, 2024
Accepted 27th April, 2024
Published online 30th May, 2024

Keywords:

Politiques économiques, Politique budgétaire, Politique monétaire, Performances économiques et Carré magique de Kaldor.

*Corresponding author:

KAZADI MATANDA Anastas,

ABSTRACT

Cet article porte sur la politique économique, performances économiques et carré magique de Nicolas Kaldor en République Démocratique du Congo. Il a analysé de manière critique les politiques économiques menées et les résultats escomptés durant la période allant de 1970 à 2016. Au terme des analyses par les approches analytique et économétrique dans l'optique du carré magique de Kaldor, il se dégage que la croissance économique de la République Démocratique du Congo reste exogène au seuil de signification de 10% au sens de [Solow, (1956)]. En outre, la période allant de 1970 à 1989 est considérée comme la période de stagflation au sens de [Friedman, (1956)] et [Hayek, (1935)]. Par contre, celle de 2010 à 2016 comme période de croissance molle au sens de [Fitoussi, (1996)].

Copyright©2024, KAZADI MATANDA Anastas et al. This is an open access article distributed under the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Citation: KAZADI MATANDA Anastas, MUAMBA MUSASA Christ Seul, ILUNGA ILUNGA Boniface and LUBANZA NGOMA Germain. 2024. "Politique économique, performances économiques et carré magique de Nicolas Kaldor en République Démocratique du Congo", *International Journal of Recent Advances in Multidisciplinary Research*, 11, (05), 9917-9927

INTRODUCTION

Le diagnostic des politiques économiques des Nations demeure toujours une question d'actualité tant au niveau local, national qu'international. A ce titre, cette étude porte sur le sujet : Politique économique, performances économiques et carré magique de Nicolas Kaldor en République Démocratique du Congo. Elle vise à diagnostiquer les politiques économiques conjoncturelles menées au cours de la période 1970 à 2016 afin d'apprécier les performances économiques enregistrées ces dernières années, identifier les limites des politiques économiques congolaises et les défis relatifs à la pérennisation de moments favorables du cadre macroéconomique congolais. En effet, la République Démocratique du Congo a connu durant la période sous examen plusieurs réformes économiques dans le cadre notamment du Programme Intérimaire Renforcé (PIR), Programme Economique du Gouvernement (PEG), Document Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSCR) et de l'Initiative Pays Pauvre Très Endetté (I-PPTE). Cependant, son économie a été caractérisée par : une période de prospérité (1967 à 1974), période d'une forte croissance économique atteignant parfois 9.1% l'an comme en 1969 ; ensuite une expansion

économique constatée depuis 1967 est liée essentiellement au bon comportement du commerce extérieur, notamment la hausse des recettes d'exportation, due en grande partie au cours favorable du cuivre. La période de la récession (1975 à 1982) marquée à l'exception des années 1979-1981, par des taux de croissance négatifs expliquée principalement : d'une part par le retournement de la conjoncture internationale (baisse drastique des cours des principaux produits d'exportation et forte hausse du prix du pétrole). Et d'autre part, par la chute des investissements consécutive aux mesures de nationalisation et d'étatisation de 1973 et 1974 ; la période de la reprise timide de l'économie (1983 à 1988) traduite par un taux de croissance économique annuel moyen d'environ 2.4% inférieur au taux de croissance démographique de la période, chiffré à 3%. Et la période de dépression (1983 à 1993) signalée par le retour plus grave à la régression économique (Kabuya K. e., 1999). De ce fait, Les grandes évolutions de l'économie congolaise révèlent quatre périodes macroéconomiques depuis son indépendance, à savoir: la période de croissance et inflation modérée (de 1959 à 1973) et la période de ralentissement de la croissance et inflation ouverte (de 1974 à 1988) d'une part. Quant à la période allant de 2010 à 2013, les taux de croissance moyens sont de 3.8%; 1.8%; 5.9% et 5.0% respectivement pour la production mondiale, les pays avancés, les pays émergents et

en développement et l'Afrique Subsaharienne. Qui plus est, la République Démocratique du Congo, accuse un taux de croissance possédant une tendance positive, soit 8.5% en 2013 contre 7.2% en 2012 avec des projections à deux chiffres au cours de l'année 2015 (BCC, 2013). Et la période de déclin de la croissance, destruction des richesses et hyperinflation (de 1981 à 2001) et la période de retour aux performances économiques (de 2002 à 2016), d'autre part [ANAPI. (sd)]. Eu égard à ce qui précède, il se soulève les préoccupations selon lesquelles : comment se présentent les résultats macroéconomiques en RDC suite à la mise en œuvre de plusieurs politiques économiques conjoncturelles ? Quels en sont les limites et les obstacles à une performance macroéconomique durable ? Les réponses éventuelles à ces questions seront obtenues à l'aide d'une démarche économétrique circonscrite dans la logique du carré magique de Kaldor. Hormis l'introduction et la conclusion, ce travail est constitué en trois points. Le premier point va porter sur une ébauche de la revue de littérature. Quant au deuxième point, il est consacré à la méthodologie et en définitive, le troisième point va s'atteler aux résultats et la discussion.

REVUE DE LITTÉRATURE

Dans sa saisie définitionnelle, selon (Di Roberto, 2001) la politique économique désigne « l'ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre grâce à l'utilisation de différents moyens à leur disposition, certains objectifs concernant la situation économique générale ». Par contre, comme science, (Guerrien, 2000 pg. 384) note que la politique est « la branche des théories économiques qui traite des diverses façon dont l'Etat peut intervenir pour influencer la conjoncture, notamment en ce qui concerne l'évolution de la production et du niveau des prix ». Il ressort de ces définitions que la politique économique peut traduire par exemple, l'ensemble des mesures publiques pouvant influencer la sphère économique d'une nation afin de répondre aux besoins de la société et assurer le bon fonctionnement de la structure économique d'un pays. En effet, les politiques macroéconomiques d'un pays sont regroupées en deux : les politiques macroéconomiques conjoncturelles qui constituent l'ensemble des mesures publiques dont l'horizon temporel est le « court terme » afin de juguler les fluctuations et maintenir les équilibres fondamentaux de l'activité économique. Elles comprennent notamment : la politique monétaire et la politique budgétaire. Et les politiques macroéconomiques structurelles d'un horizon temporel de moyen et long terme dans le but d'influencer durablement la structure et les fondamentaux de l'économie, en l'occurrence la politique industrielle, la politique de recherche, la politique des transports, la politique agricole... Cependant, le présent travail se rapporte plus sur l'orientation des politiques économiques conjoncturelles.

Pour (Tinbergen, 1966 pg. 61), « la politique économique consiste dans la manipulation délibérée d'un certain nombre de moyens mis en œuvre pour atteindre certaines fins ». Cette définition semble plus explicite car il se dégage deux éléments essentiels d'une politique économique : les objectifs et les finalités. Les finalités d'une politique économique représentent les motivations fondamentales à caractère qualitatif. Elles se transforment en objectifs d'une politique économique lorsqu'elles sont traduites par des grandeurs quantitatives cardinales et/ou ordinales (Deboissieu, 1980). Cependant, ces objectifs sont classés en trois groupes. Le groupe des objectifs économiques purs (le plein emploi, la stabilité des prix à court terme, la croissance économique et la distribution des revenus à moyen et long terme) ; les objectifs sociaux (l'éducation, la santé etc.) et les objectifs quasi-objectifs (l'équilibre de la balance des paiements, la hausse des taux d'intérêt...). La réalisation de ces objectifs permet d'apprécier les performances économiques d'un pays, à l'instar du « carré magique » de N Kaldor composé de quatre objectifs principaux d'une politique économique, à savoir :

- la croissance économique (dans l'orientation de la politique économique, le pouvoir public vise la réalisation d'une

croissance forte et durable comme socle de toute recherche du bien-être) ;

- la stabilité des prix saisie par le taux d'inflation (l'Etat cherche à sauvegarder le pouvoir d'achat des gens économiques en luttant contre l'érosion monétaire due à l'inflation) ;
- l'équilibre extérieur traduit par le solde de la balance commerciale exprimé en pourcentage du produit intérieur brut ;
- le niveau du plein-emploi le rôle du pouvoir public consiste à favoriser la création des emplois représenté par le taux de chômage.

Le caractère antagoniste entre ces objectifs constitue l'une des contraintes majeures de l'orientation d'une politique économique. Ce qui a valu l'expression « du carré magique » car l'atteinte simultanée de ces quatre objectifs reste quasi-impossible dans l'appréciation de l'efficacité d'une politique économique. Ce qui suscite la pertinence du choix des objectifs à viser. Par conséquent, selon (Genereux, 1992), une politique économique est jugée efficace lorsqu'elle arrive à réaliser par une visualisation graphique à quatre dimensions de ces objectifs au sens de Kaldor. Ainsi, ce carré permet de mesurer l'impact des politiques économiques en fonction de l'aire reliant les différents axes entre eux : une croissance économique forte, accompagnée d'une stabilité des prix, d'un taux de chômage faible et d'un solde extérieur positif. Plus la surface de carré, paraît importante, meilleure sera l'efficacité de la politique économique mise en œuvre. A contrario, plus on s'éloigne des sommets pour se retrouver à l'intérieur du carré le long des axes, moins bons seront les résultats. A ce titre, les recommandations des politiques économiques libérales en dépit de leur flexibilité vis-à-vis de circonstances spécifiques de chaque pays, sont quasi universelles en se fondant sur l'approche néo-classique du processus de croissance qui prône la condition d'équilibre (interne ou externe). Dans cette optique, le carré magique traditionnel de Kaldor ne permet pas la prise en compte des effets de la politique budgétaire par la recherche de l'équilibre des finances publiques et de l'incompatibilité du triangle de Mundell surtout pour les pays en développement caractérisés par des dettes publiques insoutenables et la vulnérabilité de leurs politiques nationales aux enjeux économiques internationaux.

De ce fait, la hiérarchie des objectifs assignés à la politique économique prescrite dans le cadre de l'approche soutenue par les institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international) et mise en œuvre dans bon nombre de pays en développement, offre la priorité à l'équilibre extérieur et la diminution du niveau de l'inflation versus aux orientations hiérarchiques présentées par le « carré magique » de Kaldor : croissance économique-Emploi-Stabilité des prix-balance commerciale (Fontaine, 1989). Cette hiérarchie devient source des contrastes dans les pays en développement en raison du sous-emploi et le chômage qui les caractérisent. En revanche, la prise de conscience de l'objectif d'emploi apparaît primordial suivi de la croissance économique puis les autres objectifs. Selon (Capul & Garnier, 2011), la politique budgétaire est appréhendée comme un instrument de la politique économique consistant à utiliser le budget de l'Etat pour réaliser certains objectifs. De cette définition, il se dégage que la politique budgétaire est l'ensemble des mesures publiques exercées sur le budget de l'Etat pour réguler ou relancer l'activité économique d'une nation. Tandis que, la politique monétaire un instrument de la politique économique par lequel, certaines actions sont prises par l'autorité monétaire pour influencer le niveau de la masse monétaire sur les marchés compatible au niveau de l'activité économique afin de sauvegarder la stabilité de la monnaie. Elle revêt un caractère contra-cyclique aux fluctuations conjoncturelles. En effet, pour Keynes, la politique budgétaire se présente comme l'instrument le plus efficace pour impulser la demande en raison de : Premièrement, la relance de l'activité économique exige une augmentation significative de la demande effective. Or, l'Etat se place comme l'agent disposant des ressources financières nécessaires aux investissements par rapport aux

agents privés parmi lesquels, peu sont capables de réaliser des investissements à effets structurels et capables de se propager à l'ensemble de l'économie nationale. Deuxièmement, la politique budgétaire est le reflet d'une prise de risque collective et non individuelle et traduisant la volonté collective de sortir de la crise et entraîner des anticipations positives.

Par contre, pour l'approche quantitative, l'abondance monétaire par le biais d'une baisse des taux d'intérêt, induit une élévation de l'endettement des ménages à des fins de consommation stimulant ainsi la production et baissant le chômage. Et même pour les entreprises, l'accroissement de l'endettement aux motifs d'investissements, entraînant ainsi l'augmentation des emplois et la diminution du chômage sous contraintes de la trappe de liquidité et de la demande anticipée (effet de l'accélérateur). Par conséquent, au sens Keynésien, la politique monétaire est considérée comme secondaire ou politique d'accompagnement à la politique budgétaire comme véritable levier autonome de la politique économique. Tandis que dans l'optique monétariste (Friedman, 1957) révèle quant à elle, les individus ne sont pas sujets à l'illusion monétaire comme le soutient le fondement théorique des modèles keynésiens. Et pour cette tendance, la priorité absolue devrait être désormais accordée à la politique monétaire : le chômage céda la place à l'inflation au premier rang des préoccupations de la politique économique.

MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

La méthode qu'utilise cette recherche est quantitative en recourant aux approches économétriques (Behaghel, 2006) et (Greene, 2003) dans l'optique longitudinale. Les données récoltées ont portées sur les années allant de 1970 à 2016 en rapport avec les grands indicateurs macroéconomiques de la République Démocratique du Congo. Elles ont été recueillies principalement dans les différents rapports de la Banque Centrale du Congo et de la Banque Mondiale. L'étude a retenu deux grands modèles pour vérifier la nature de la croissance économique congolaise : les modélisations économétriques structurelles du Produit intérieur brut avec tendance et sans tendance. En outre, le carré magique de Kaldor pour apprécier les performances économiques en vue de ressortir l'objectif prioritaire qui oriente la politique économique et ses limites en République Démocratique du Congo. Ces différentes modélisations s'appuient sur la modélisation au sens du modèle de Solow élargi apportée par [Mankiw, NG. ; Römer, D. et Weil, (1992)] dans lequel les déterminants à long terme du PIB sont : le capital humain et physique, les gains de productivité et la croissance économique. Et par hypothèse, à long terme, le niveau de revenu est principalement expliqué par le niveau du produit intérieur brut par habitant.

En outre, l'intégration de la variable de termes de l'échange dans le modèle de revenu se justifie par le souci de neutraliser l'une des sources connues et mesurables des disparités entre l'évolution du produit intérieur brut par habitant et l'évolution du revenu par habitant (Causa, De serres, & Ruiz, 2014). Pour enrichir ces considérations, Jaremotte et al (2008) et Koske et al (2012) soulignent que le renforcement de l'intensité des exportations a un effet positif à long terme sur le produit intérieur brut par habitant et sur le revenu disponible moyen des ménages et révélant l'existence d'une incidence positive de la concurrence internationale sur le produit intérieur brut et l'emploi (Anand, A Mishra, & Peiris, 2013).

De ce fait, la modélisation à estimer est de la forme : $\Delta \ln PIB_{ht} = \beta_0 + \beta_1 \ln PIB_{t-1} + \beta_2 \ln Tinv_t + \beta_3 \ln EDV_t + \beta_4 \ln T CPA_t + \alpha_1 \Delta \ln Tinv + \alpha_2 \Delta \ln EDV + \alpha_3 \Delta \ln T CPA + \mu$.

Ces variables représentent respectivement le produit intérieur brut par habitant, produit intérieur brut par habitant (t_{1}), le taux d'investissement, l'espérance de vie à la naissance, le taux de croissance de la population active. Il convient de noter que (β , α et η) sont des paramètres, « Δ » la variation au temps t et $t-1$ et (μ , ϵ) les variables aléatoires et « \ln » représente les valeurs logarithmiques.

L'analyse des données a été rendue possible à l'aide du logiciel « Eviews7 ». Elle s'est réalisée en deux variantes. La première concerne l'analyse avec tendance et la seconde sans tendance temporelle.

RÉSULTATS DE RECHERCHÉ

Application du carré magique de Nicolas Kaldor au cas de la RDC: Bien avant de ressortir les grands moments tournants du cadre macroéconomique congolais, il s'avère indispensable de rappeler que depuis 1960, le Congo a connu six constitutions dont la plus durable de 1967-1990 a été révisée près de douze fois. En outre, les changements des gouvernements interviennent en moyenne au rythme de 2 par an (Ministère de Plan ; UNICEF ; le PNUD ; l'OMS, Février 1996). Par ailleurs, au plan macroéconomique, les grandes évolutions macroéconomiques de l'évolution de l'économie congolaise sont circonscrites globalement en quatre moments, à savoir:

- **De 1959 à 1973:** La période d'une croissance et inflation modérée;
- **De 1974 à 1988:** La période d'un ralentissement de la croissance et inflation ouverte ;
- **De 1989 à 2001:** La période du déclin de la croissance, destruction des richesses et hyperinflation ;
- **Et de 2002 à 2016:** La période de reprise de la croissance et inflation sous contrôle.

Par conséquent, le cadre macroéconomique congolais, depuis l'indépendance jusqu'à la fin de la deuxième République, a été caractérisé d'après (Ministère de Plan ; UNICEF ; le PNUD ; l'OMS, Février 1996) par :

- Un taux de croissance négatif (-10%) du produit national brut face à une croissance démographique de 3,1% ;
- Une dégradation du pouvoir d'achat de la population en raison de l'hyperinflation de 8828% en 1993 ;
- Une dette extérieure de 10 milliards pour un produit intérieur brut ne s'élevant qu'à 5,5 milliards de dollars américains ;
- Un budget de l'Etat atteignant à peine 500 millions de dollars américains ;
- Une chute du revenu national par habitant passant de 250 dollars américains en 1981 à 100 dollars américains en 1995 ;
- Une forte inégalité dans la distribution du revenu de 5% des citoyens détenant 50% du revenu national.

Fort de cet état de choses, l'étude de (Kabuya & Tshionza, Annuaire 2005-06) a révélé que partant du constat sur la montée parallèle de l'inflation et du chômage dans les années 70, la nature des politiques économiques s'était modifiée pour se focaliser sur la crédibilité même des décideurs et de l'efficacité de leurs politiques de régulation conjoncturelle. Par contre, l'étude de (Maton, Schoors, & Van Bauwel, 1998) a retracé l'évolution du cadre macroéconomique en cinq périodes allant de 1960 à 2000 de la manière ci-après :

- **De 1960 à 1965:** Un cadre macroéconomique caractérisé par un chaos politique et dislocation de l'appareil économique ;

- **De 1966 à 1974:** Période caractérisée par une stabilité politique et croissance ;
- **De 1975 à 1982:** Considérée comme la période de marasme économique et crise de l'endettement ;
- **De 1983 à 1989:** Période de mise en œuvre des programmes d'ajustements structurels (PAS) appuyés par le FMI et les politiques de « Stop and go » ;
- **Et la période de 1990 à 2000:** Comme période de l'hyperinflation et effondrement des systèmes économiques et politiques.

De ce qui précède, il convient de retenir qu'à chaque changement d'un régime politique donné et/ou pérennisation d'un régime au-delà d'une décennie, est accompagné des déséquilibres macroéconomiques et détérioration des acquis et fondamentaux macroéconomiques en dépit des politiques économiques pouvant être mises en œuvre. Comme l'atteste la réflexion de (Masangu Mulongo, Octobre 2014), l'objectif majeur de l'autorité monétaire dans tout programme de stabilisation macroéconomique étant la stabilisation des prix, à l'opposé de trois règles de base selon les monétaristes comme conditions préalables à l'engagement de toute politique monétaire. Ces préalables se rapportent à la non-utilisation de la politique monétaire comme moyen pour relancer la croissance économique ou lutter contre le chômage, le maintien de l'équilibre budgétaire et la sauvegarde de l'indépendance absolue des banques centrales vis-à-vis des Etats. L'économie de la RDC au lendemain du changement du régime de Mobutu en Mai 1997, soit près de trente-sept années après l'indépendance, se trouvait dans un état de délabrement de grande envergure.

L'hyperinflation y était endémique atteignant des pics invraisemblables : 3642% en 1991, 9796,9% en 1994 et 693% en 1996. La guerre et la corruption au grand rendez-vous et de façon généralisée, une chute de la production et des déficits budgétaires, endettements en constante progression, l'incapacité du gouvernement pour emprunter et partant, la monétisation de la dette sous la forme de la planche à billets. Ainsi, plusieurs réformes de politiques macroéconomiques ont été menées selon les circonstances et objectifs tant politiques qu'économiques en déphasage avec les réalités sociales de la population. Depuis 1970 jusqu'à l'année 2016, 47 ans correspondant à la période d'étude, les autorités de la République Démocratique du Congo a connu plusieurs réformes en termes de politiques économiques. Les différents gouvernements en collaboration avec la banque centrale, ont mis en œuvre différentes politiques budgétaires et monétaires. Tour à tour, les politiques budgétaires et monétaires expansionnistes, restrictives et prudentielles dans le cadre d'assainissement du cadre macroéconomique congolais appuyées par le FMI dans le cadre du Programme Intérimaire Renforcé (PIR), le Programme Economique du Gouvernement (PEG) et le Document Stratégique de Croissance et Réduction de la Pauvreté (DSCR). Par ailleurs, six périodes majeures ont été retenues coïncidant également avec les grands moments de l'histoire politique de la République Démocratique du Congo. Il s'agit des périodes suivantes :

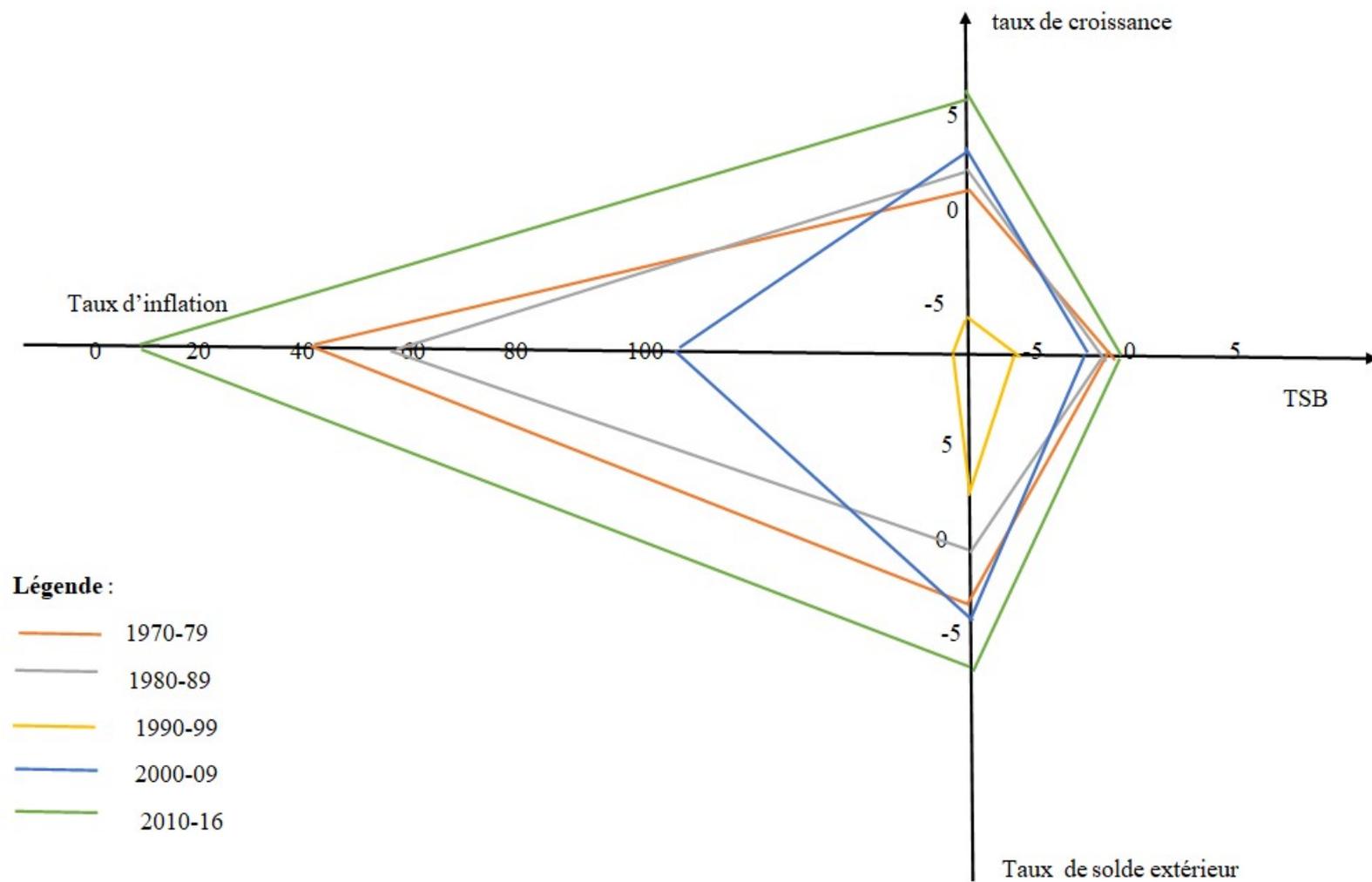
- **De 1970 – 79:** Période de stabilité politique sous le courant de la Zaïrianisation ;
- **De 1980 – 96:** Période du durcissement politique, guerre et changement du régime politique ;

- **De 1997 – 2001:** Début et fin du régime politique de M'Zée Kabila ;
- **De 2002 – 07:** Période de transition 1+4 et début de la troisième République ;
- **De 2009 – 09:** stabilité politique et crise mondiale ;
- **De 2011 – 16:** deuxième mandature du Président Joseph Kabila et début des instabilités politiques.

Quatre agrégats macroéconomiques sont retenus dans sa première variante conformément à la théorie de Kaldor, à savoir : le taux de croissance économique, le taux d'inflation, le taux de chômage et le taux du solde extérieur représentant respectivement le niveau de la croissance économique, le niveau de la stabilité du niveau général des prix, le plein emploi et l'équilibre extérieur. Par contre, dans sa seconde variante, la théorie de Kaldor sur l'appréciation des performances économiques d'une nation est adaptée au contexte des pays en développement, à l'instar de la République Démocratique du Congo en raison de l'importance qu'occupe également la gestion des finances publiques dans les pays en développement dans l'orientation d'une politique monétaire. Car ces pays accusent souvent comme pour la plus part, des déficits budgétaires chroniques influençant ainsi certains fondamentaux monétaires. De ce fait, pour cette deuxième variante, le taux de chômage est remplacé par l'équilibre interne traduit par le solde budgétaire en % du PIB. Par ricochet, deux graphiques à quatre dimensions sont représentés sur base des moyennes des périodes correspondantes. Cinq périodes ont été mises en évidence et le tableau des données moyennes des différentes périodes se présente de la manière ci-après :

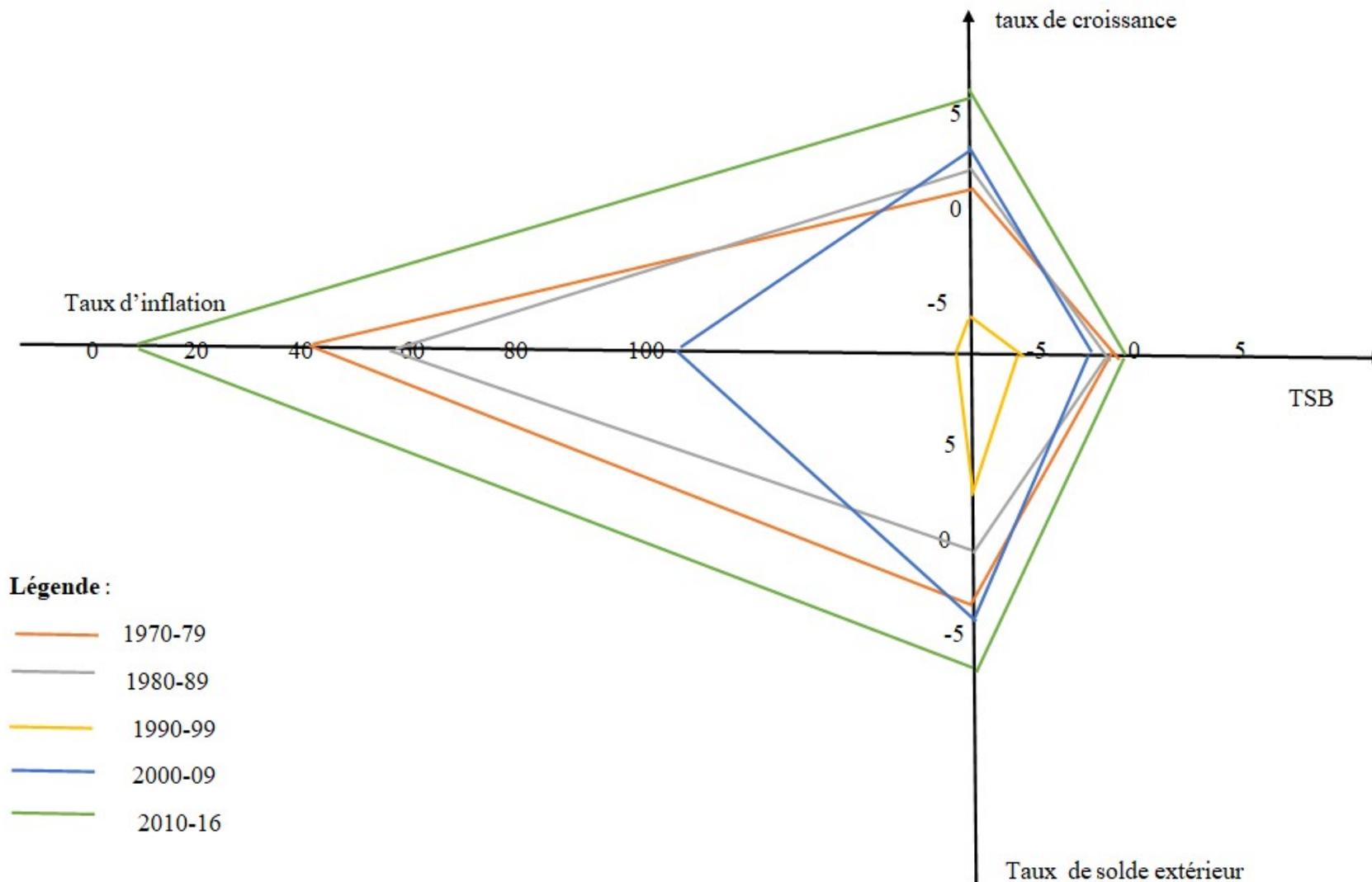
AvecTCE : le taux de la croissance économique ; **TSB :** le taux de solde budgétaire par rapport au PIB ; **TSE :** le taux de solde extérieur par rapport au PIB ; **Tinf :** le taux d'inflation et **TCH :** le taux de chômage. Les traitements ont été apportés au niveau du calcul des taux de chômage. Ces traitements apportés ont consisté à uniformiser la méthode de calcul de ce taux de chômage sur toute la période sous étude pour la simple raison qu'à partir de 2012, le gouvernement congolais a dû modifier sa méthode de calcul du taux de chômage intégrant ainsi près de 50% de la population active comme des travailleurs indépendants. En outre, considérant que ces emplois indépendants évoluant pour la plus part dans l'informel et n'ayant pas une protection sociale garantie.

La visualisation de ce carré magique démontre que la période de 1970-1979 est la période ayant affiché des meilleurs résultats par rapport à l'exigence des équilibres macroéconomiques comparativement aux autres périodes. Par contre, celle de 1990 à 1999 se présente comme la période d'un cadre macroéconomique très détérioré. En outre, les périodes de 1980-89 et de 2000 à 2009 semblent refléter une période de stagflation, alors que celle de 2010-16, comme une période de croissance molle. Il se dégage que l'objectif de la stabilité du niveau général des prix demeure la priorité des autorités congolaises par rapport à d'autres objectifs d'une politique économique. Ainsi, à l'exception de la période de 2010-16, à chaque fois que les autorités parvenaient à baisser le niveau de l'inflation, les taux de chômage ne cessaient de subir une certaine élévation en raison également de la diminution du niveau de la production, entraînant également la



Source : Auteurs sur base du tableau 1

Figure 1. Appréciations empiriques des performances économiques congolaises Au sens de Kaldor : première variante



Source : Auteurs sur base du tableau 1

Figure 2. Appréciations empiriques des performances économiques congolaises Au sens de Kaldor adapté : Deuxième variante

Tableau 1. Evolutions moyennes des agrégats macroéconomiques principaux de la RDC en %

Périodes	TCE	TSB	TSE	Tinf	TCH
1970 - 79	0,274	-0,271	-3,514	40,26	94,43
1980 - 89	1,809	-0,277	-0,791	59,51	92,50
1990 - 99	-5,46	-6,584	1,184	3379,69	94,41
2000 - 09	3,300	-0,476	-4,430	106,49	72,52
2010 - 16	6,910	-0,100	-6,730	8,51	91,82

Source: Auteurs, sur bases des données émanant des rapports annuels de la BCC et de la Banque mondiale.

Tableau 2. Nature des relations par le test du VEC

Tendance	Relations de court terme		Relations de long terme	
	Variables	Valeurs	Variables	valeurs
Sans tendance	Le taux d'inflation	-0,000873 (-3,85733**)	Taux de croissance économique	-0,277019 (-1,08351)
	Le taux de solde budgétaire	-0,887679 (-6,10797**)	Taux de chômage	-0,596515 (-1,58454)
	Le taux de solde extérieur	-0,212124 (-1,27532)		
Avec tendance	Le taux d'inflation	-0,001152 (-2,71567**)	Taux de chômage	-0,184278 (-0,86586*)
	Le taux de solde budgétaire	-2,550536 (-9,04890**)		
	Le taux de solde extérieur	-0,119461 (-0,40472*)		

Source : Auteurs, Élaboré à partir de bases des données collectées dans les rapports annuels de la BCC et de la banque centrale N. B. :

❖ les valeurs entre parenthèses représentent le t-statistic, sinon ce sont les coefficients

❖(*) Valeurs non significatives au seuil de 5% (Z=1,96)

❖(**) valeurs significatives au seuil de 5% (Z = 1,96)

Tableau 3. Régression entre le taux de chômage et la croissance économique

Dependent Variable: TCH				
Method: Least Squares				
Date: 01/20/18 Time: 11:49				
Sample: 1970 2016				
Included observations: 47				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	89.69175	1.711283	52.41199	0.0000
TCE	-0.717397	0.314029	-2.284496	0.0271
R-squared	0.103923	Mean dependent var		88.96596
Adjusted R-squared	0.084011	S.D. dependent var		12.04507
S.E. of regression	11.52801	Akaike info criterion		7.769058
Sum squared resid	5980.277	Schwarz criterion		7.847788
Log likelihood	-180.5729	Hannan-Quinn criter.		7.798684
F-statistic	5.218922	Durbin-Watson stat		0.397381
Prob(F-statistic)	0.027110			

Source : Eviews7 sur base des données de la recherche

Tableau 4. Nature des performances économiques en RDC à la lumière du carré magique de Kaldor

Périodes	contenu de la croissance	Références théoriques	caractéristiques
1970 - 2016	Croissance exogène au sens strict	Solow (1956)	une croissance économique ayant pour origine principale le capital physique
1970 - 1979 1980 - 1989	La stagflation	Friedman (1956) Hayek (1935)	une situation économique ou la faible croissance côtoie la forte inflation et le taux de chômage élevé
2010 - 2016	Croissance molle	Fitoussi (1996)	stabilité macroéconomique peu créatrice d'emplois et largement dépendante du secteur primaire

Source: Auteurs, sur base des figures 1 et 2

dégradation du compte extérieur. Par ricochet, de façon globale, les relations entre les quatre grands objectifs de la politique macroéconomique convergent vers les postulats antagonistes kaldoriens. Néanmoins, les autorités congolaises ne s'inscrivent pas dans une logique hiérarchique dans le choix des objectifs macroéconomiques à atteindre, à savoir : la croissance économique, le plein emploi, la stabilité générale des prix et l'équilibre extérieur. Mais, plutôt, elles ont un comportement dual obéissant à un arbitrage entre le plein emploi ou la stabilité des prix.

Et il ressort que, pour la plupart des cas, la stabilité des prix constitue la préoccupation primordiale et ultime des autorités congolaises sauf pour la période de 2000 à 2009 dont la priorité a semblé opter pour la recherche de plein emploi. Ce qui traduirait le niveau moyen le plus bas du chômage mais avec une situation d'hyperinflation de plus de trois chiffres. Cependant, les estimations économétriques ont montré pour le cas de la régression sans tendance qu'au regard des probabilités qui accompagnent chaque paramètre, aucune

variable exogène n'est significative ou explique l'évolution structurelle du produit intérieur brut par habitant au seuil de 5%. Néanmoins, l'évolution de la productivité (population active) est significative avec une marge d'erreur de 10% (soit une probabilité de 0,0739 inférieure à 0,1). De même, l'estimation du modèle structurel du PIB avec tendance, affiche les interprétations de significativité des paramètres similaires au cas précédent. Par conséquent, au seuil de 10%, l'activité économique de la République Démocratique du Congo s'inscrit dans l'approche de la croissance exogène de Solow au sens strict en raison de la significativité du niveau initial de la production dans l'optique des travaux de Xavier et du capital physique.

Cette seconde variante enrichit le carré magique traditionnel de N. Kaldor car ce dernier est limité à la politique monétaire ignorant l'activisme de la politique budgétaire dans l'atteinte des objectifs macroéconomiques. De ce fait, les pays en développement, à l'instar de la RDC, sont caractérisés par de niveaux de production non soutenables capables de générer des ressources supplémentaires nécessaires pouvant permettre de répondre aux engagements financiers et asphyxiés par des déficits jumeaux. En revanche, cette deuxième variante s'adapte mieux à la logique de « Policy mix », et présente dans ce cas, des informations supplémentaires attestant que l'inflation en République Démocratique du Congo, est corolaire aux déficits budgétaires monétisés pour la plupart de cas par le recours à la planche à billets. Tel est le cas de la période allant de 1990-99 qui présentait un taux moyen de déficit budgétaire de plus de 5% du PIB, le pays a sombré sous une hyperinflation sans précédent de plus de quatre chiffres. La période de 2000 à 2009 témoigne une maîtrise de certains équilibres macroéconomiques.

Estimations des modèles: Les résultats économétriques révèlent l'existence de deux causalités unidirectionnelles entre les cinq variables, à savoir : le taux de croissance économique, le taux d'inflation, le taux de chômage, le taux de solde budgétaire et le solde extérieur. Ces deux causalités concernent seulement le solde extérieur dont son passé explique l'évolution du taux de chômage et le passé du solde interne influence l'évolution du taux d'inflation. Ceci atteste l'hypothèse selon laquelle, l'employabilité en République Démocratique du Congo reste dépendante du commerce extérieur en raison du caractère extraverti de l'économie congolaise et toute augmentation des dépenses publiques engendre la hausse généralisée des prix due aux effets néfastes du seigneurage monétaire. Les résultats du test de Cointégration attestent l'existence de deux relations économiques entre les séries au seuil de 5% comme il ressort des « trace test » et « max-Eigen value test » à partir du test général de Johanson Cointégration test. Pour des valeurs avec tendance, il se dégage toujours deux relations pour le « trace test » contre une relation pour le « max-Eigen value test ». En outre, les valeurs de normalisation permettent de déterminer les différents niveaux d'incidence pour une variable donnée prise comme endogène et leurs valeurs d'ajustement en cas de déviations. Il sied de noter de ce tableau que deux variables entretiennent des relations à court terme avec les autres variables, à savoir le taux d'inflation et le taux de solde budgétaire. C'est le solde budgétaire qui impose l'équilibre ou l'endogénéité, car ayant un coefficient très significatif. Tandis qu'à long terme, le taux de chômage et le taux de croissance

économique possèdent des signes corrects, mais non significatifs au seuil de 5% et qui s'avèrent significatifs au seuil de 30%. Néanmoins, les variables non stationnaires ou avec tendance n'ont pas de relations de long terme.

Il ressort de ce tableau que le taux de chômage est expliqué négativement par le taux de croissance économique, soit toute augmentation de la production de 1% entraîne une baisse du chômage de 0,71% due à la création des emplois pour les valeurs intégrant la tendance. A contrario, les valeurs stationnaires rendent non significatif le taux de croissance économique sur le taux de chômage. Avec un degré d'explication de 10,3%, cette réalité vérifie la loi d'Okun avec 89,69% comme taux de chômage naturel. Ce qui justifie le taux élevé de plus de 90% de l'économie informelle confirmant la thèse du professeur Mota qualifiant l'économie congolaise, de l'économie de débrouille « le système D » (Mota Ndongu, 1999) et l'impact négatif de la pression démographique et attestant les résultats du PNUD lors de l'enquête 1-2-3 de 2005 qui révèlent que la structure de l'emploi au Congo est prédominée par le secteur informel occupant 90,6% des actifs. Et en deuxième lieu, l'administration publique avec 4,5%. Les entreprises publiques et privées formelles ont la même pondération de 1,8% et 1,4% des entreprises associatives (PNUD, 2015). En tenant compte du seuil au-delà duquel la croissance économique impacte considérablement le niveau du chômage, les estimations de ce modèle montrent que l'élasticité entre la variation du chômage et la variation du taux de croissance économique au-delà du seuil de 3% est de -0,11. En dépit de son signe correct conformément à la loi d'Okun¹, cette élasticité n'est pas significative au regard de sa P-value de 0,6695 supérieure à la marge de 5%. Ce qui traduit qu'au-delà de ce seuil, la croissance économique en République Démocratique du Congo n'est pas porteuse d'emplois durant la période de 1970 à 2016. Ceci s'inscrit dans la conclusion apportée aux estimations du modèle (3) qui révèlent un niveau faible de réduction du niveau de chômage de 0,71% sans tenir compte de la croissance moyenne de 3% de la population active pour une augmentation de 1% de la croissance économique. En revanche, il faudrait une croissance économique de plus de 4,22% pour espérer maintenir le niveau du chômage à son niveau naturel de 89% alors que durant toute la période d'étude, le taux de croissance moyen se chiffre à 1,01%. Mais cette inclusivité par rapport au premier pilier des indicateurs de la croissance inclusive demeure très insignifiante au regard du taux de chômage naturel et de la pression démographique très élevés.

RÉSULTATS

DISCUSSION ET CONCLUSION

Le cadre de l'orientation de la politique économique congolaise, les politiques conjoncturelles restrictives, expansionnistes et prudentes visant l'assainissement du cadre macroéconomique congolais ont été appliquées selon les circonstances évolutives des performances économiques atteintes au cours de la période sous étude. Ces politiques

¹ La loi d'Okun, en économie, a été proposée par Arthur Okun en 1962 afin de décrire une relation linéaire entre le taux de croissance économique et la variation du taux de chômage. En dessous d'un certain seuil de croissance, le chômage augmente ; au-dessus de ce seuil, il décroît, à l'élasticité constante.

tirent leur fondement dans les programmes intérimaires renforcés (PIR), les programmes économiques du gouvernement (PEG), le document stratégique de la croissance et réduction de la pauvreté (DSCR) et l'Initiative-Pays pauvre très endettés (I-PPTE). En définitive, la lecture critique des niveaux des performances économiques atteints par la République Démocratique du Congo au cours de la période sous examen au sens du carré magique de Kaldor, a révélé que les autorités congolaises ont privilégié la maîtrise de l'inflation par rapport aux autres objectifs de la politique économique. Ainsi, en dehors des périodes de détérioration dramatique du cadre macroéconomique congolais, la période de 2010 à 2016 est considérée comme une période de croissance molle. Tandis que, la période de 1970 à 1989 comme une période de stagflation. En outre, il convient de souligner l'activisme de la politique budgétaire contre la politique monétaire prise comme politique d'accompagnement. Somme toute, les crises macroéconomiques en RDC, auraient des causes profondes dans la sphère politique dont les instabilités politiques favorisent la recrudescence des conflits armés et guerres et le déficit de bonne gouvernance détruisant ainsi les fondamentaux macroéconomiques acquis.

Ces résultats convergent à la position d'une étude menée au Maroc et en Algérie. Ainsi, ces deux travaux empiriques ont indiqué que l'existence d'une relation positive entre le développement industriel et la croissance économique. En plus, suite à l'impact de la crise sanitaire, le carré magique a attesté une stabilité du taux de chômage en dépit de la croissance démographique et l'arrivée massive de la main d'œuvre sur le marché de travail. Ce chômage structurel exerce fortement un effet sur l'employabilité des jeunes et des femmes (Benabdelkader, 2019) et (Hadjene & Bakhtache, 2022). Il a été signalé également une tendance décroissante de l'économie de la RDC attestant le faible niveau de diversification et confirmant la thèse du Professeur Mwanika Wakosia selon laquelle l'économie congolaise de la République Démocratique du Congo reste mono produit dominé par le secteur minier dont les minerais sont exportés à l'état brut (Mwanika Wakosia, 2013). L'indice d'inégalités de genre (IIG) en 2014 a un score global de 67 contre 83 pour l'indice de développement de genre.

La RDC est par conséquent, caractérisée par des inégalités très significatives, car ayant des valeurs proches de 100² (OCDE, 2015) et (PNUD, 2015). À lumière de valeurs des différents indices retenus comme défis majeurs qui expliquent l'exclusivité de l'économie congolaise. Ceci atteste la dynamique des inégalités sociales dans l'optique de sept paradigmes des inégalités sociales évoqués par (Geneud, 2002) notamment : la revendication ou reconnaissance de l'égalité anthropologique entre les espèces humaines, la demande de l'égalisation à l'accès des ressources, l'égalisation des opportunités ou égalités de chances pour trouver de l'emploi, la revendication du droit à la différence, le caractère éthique, l'appel à l'hétéronomie pour les personnes vulnérables et la contrainte du développement durable. En effet, ceci passe par une rationalisation des institutions politiques en RDC et devient indispensable dans l'optique des

thèses de (North, 2005) selon lesquelles « les mauvaises institutions expliquent l'échec du processus du développement engendrant une aggravation de la pauvreté et les inégalités, la précarité, la vulnérabilité et l'exclusion sociale », position défendue également par (Ostram, 1990) et (Acemoglu & Robinson, 2012). En outre, de façon empirique, Kabuya Lumuna note le même constat de l'inefficience des institutions politiques congolaises lorsqu'il souligne que de 1960 à 1965, la RDC a connu 5 Premiers ministres, 6 remaniements en moyenne entre 1965 et 1997 dont 19 pour la seule période de 1990 à 1997 et 10 Premiers ministres et en fin, 10 gouvernements de 1997 à 2003 comparativement au nombre de 32 Premiers ministres et 25 remaniements sur la liste retenue dans cette étude.

Les pays pauvres comme la République Démocratique du Congo, il devient prioritaire de mener des politiques publiques luttant contre la faible qualité des institutions (Williamson, 1995), (Rodrik, 2000), (Collier, 2006) et (Kaufmann et al, 2005) qui signale six indicateurs, à savoir : la participation et la redevabilité, la stabilité politique, l'efficacité du pouvoir public, la qualité de la réglementation, les règles de droit et le contrôle de la corruption. En outre, ces politiques devront s'attaquer à la faible création d'emplois (Singh et al, 2012) et l'insuffisance des infrastructures (OCDE, 2006), (Calderon et Servén, 2005) et (Brenneman et Kerf, 2002), la protection sociale et la faible diversification de l'économie (Dunning, 2005), (Snyder et Bhavnani, 2005), (Humphreys, 2005) et (Fearon, 2005). À cet effet, l'exclusivité de l'économie congolaise reste justifiée par le débat théorique sur les contraintes de l'inclusivité de la croissance d'une croissance comme le soutiennent les études des auteurs suivants : (Beccaria & Groisman, 2008); (Balakrishnan, Steinberg, & Murtaza, 2013); (Fan, Kanbur, & Zhang, 2009); (Williamson, 1995); (Rodrik, 2000); (Collier, 2006); (Kaufmann, Kraay, & M. Mastruzzi, 2005); (Singh, Sonali, & Mohommad, 2012); (OCDE, 2006); (Snyder & Bhavnani, 2005); (Humphreys, 2005); (Fearon, 2005); (Dunning, 2005); (Calderon & Servén, 2005) et (Brenneman & Kerf, 2002). Ces contraintes portent sur la faible qualité des institutions, la faible création d'emplois, l'insuffisance des infrastructures, les disparités spatiales, les inégalités d'accès à l'éducation et la prépondérance du secteur informel. En revanche, les résultats obtenus dans cette étude démontrent que la RDC devrait maintenir un niveau de croissance économique de long terme à plus de 4,22% pour espérer créer des emplois capables d'influer à la baisse sur le taux de chômage. Cependant, en dépit de son signe correct par rapport à la théorie d'Okun, la relation entre le niveau de chômage et la croissance économique reste non significative avec un taux de chômage naturel de 89%. Ces résultats corroborent avec ceux de (Makutubu Balibwanabo, Juin 2008) qui relevaient que le taux de chômage naturel était de 91,7% correspondant à la moyenne de la période allant de 1960 à 2000. Mais dont à court terme, la variation du taux de chômage autour de son taux de chômage naturel qui n'était pas statistiquement significative, mais avec un signe correct. Ce léger écart de près de 2% serait expliqué par la périodicité de son analyse, mais aussi de sa méthode de calcul, car la présente étude n'a pas recouru à la moyenne arithmétique, mais plutôt à une approche économétrique usant de la méthode des moindres carrés ordinaires. Néanmoins, le taux de chômage naturel est élevé de plus de 75% en raison de non prise en compte des emplois

³BAD, indice de l'égalité du genre en Afrique 2015 : Autonomiser les femmes-plan d'actions

indépendants qui s'avèrent d'ailleurs les plus dominants. Car, la part de l'économie informelle continue à faire du yoyo au-delà de 90% (Kabuya Lumuna, 2012), confirmant la thèse de (Mota Ndong, 1999) qui qualifie l'économie de la RDC, de l'économie du système « D » soit l'économie de la débrouille. D'où, l'idée de (Kibanza Mwanja, Octobre 2017) prônant la nécessité de les intégrer dans le calcul du taux de chômage avec comme possibilité de voir ce taux tendre vers zéro. Cependant, cette proposition suscite encore un débat au regard du caractère vulnérable pour la plupart de ces emplois, surtout dans les pays en développement et l'absence de la protection sociale.

En outre, les estimations avec tendance, renseignent la vérification de la règle de Taylor attestant une causalité allant de la production vers l'emploi passant, par le solde de la balance commerciale. Dans cette optique, le rapport du (PNUD, 2015) sur la RDC a signalé que les institutions politiques congolaises à elles seules consomment bon an mal an 8% à 15% du budget de l'État y compris celui des provinces, mais ne comptant pas plus de quatre mille personnes dans l'ensemble. Alors que l'analyse de (Ngondo à Pitshandenge, 2014) notait qu'une structure théorique tolérable des dépenses de fonctionnement d'une entité, devrait mettre l'accent à la rubrique des rémunérations et de l'emploi (35,5%) si la politique nationale vise le développement humain et social de la communauté. Et les autres rubriques, par exemple, devraient représenter 10% pour les dépenses de fonctionnement des institutions de l'État, 14,6% des dépenses des ministères, 11% des dépenses d'investissement, 7,9% de dettes publiques, 12% des dépenses de défense et sécurité et 8% des dépenses diverses.

RÉFÉRENCES

- Acemogla, D., & Robinson, J. (2012). *Why nations fail. Origins of power, prosperity and poverty*. Crow Business.
- Akerlof, G., & Yellen, J. (1985). Can small deviations from rationality make significant. Differences to economic equilibria? *American Economic Review*, 75(4), 708.
- Anand, R., A Mishra, S., & Peiris, S. J. (2013). "inclusive growth: measurement and determinants". Documents de travail du FMI(N°13/135). Récupéré sur www.inf.org/external/pubs/fl/wp/2013/wp1335pdf
- Balakrishnan, R., Steinberg, C., & Murtaza, S. (2013). The Elusive quest for inclusive growth : Growth, Poverty, and inequality in Asia. *IMF Working paper*(13), 152.
- Ball, L., Mankiw, G., & Romer, D. (1988). The New Keynesian Economics and the output-inflation trade-off. *Brookings Papers on Economic*, 19(1), 1-82.
- Barro, R. (1974). Are government bonds net wealth? *Journal of political Economy*, 86(6), 1095-1117.
- Bayenet, B. (2016-17). *Politiques Economiques*. Consulté le Octobre 30, 2017, sur <http://www.bayenet.be>
- BCC. (2013). *Rapport annuel. Annuel*, BCC, Kinshasa.
- BCC. (2016). *Rapport annuel*. Kinshasa.
- Beccaria, L., & Groisman, F. (2008). Informalidad y pobreza : una relacion compleja. In Beccaria, universidad National de General Sarmiento.
- Behaghel, C. (2006). *Econometrie* (éd. Collections reperes, la decouverte). (I. d. Collections reperes, Éd.) Paris: Collections reperes, la decouverte.
- Benabdelkader, M. (2019). Industrialisation et croissance économique : vérification des lois de Kaldor pour le cas du Maroc (1980-2016). *Revue "Repères et perspectives économiques"*, III(5), 134-154.
- Bernanke, B. S. (2015). "The Taylor rule : A benchmark for monetary policy".
- Blanchard, O., & Cohen, D. (2006). *Macroeconomie* (éd. 4e). Paris: Pearson Education.
- Brenneman, A., & Kerf, M. (2002). *Infrastructure and Poverty linkages. A literature review*, 120.
- Cahuc, P., & Zylberberg, A. (Novembre 1996). *Economie du travail, la formation des salaires et les determinants du chômage*. De Boeck, ouvertures économiques.
- Calderon, C., & Serven, L. (2005). The Effects of infrastructure Development on growth and income distribution. *World Bank Policy Research working paper series*(3643), 19.
- Capul, J.-Y., & Garnier, O. (2011). *Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales*. Paris: Hatier.
- Causa, O., De serres, A., & Ruiz, N. (2014). "Can growth-enhancing policies lift all boats? An analysis based on household disposable incomes". Documents de travail du departement des affaires économiques de l'OCDE.
- Collier, P. (2006). African Growth-Why a big Push? *Journal of African Economics*(15), 188-211.
- Deboissieu, C. (1980). *Principes de politique économique*. Paris: Economica.
- Di Roberto, R. (2001). "L'Etat et l'économie". Bordeaux: Université Victor Seglon.
- Dunning, T. (2005). Resource Dependence, Economic Performance and Political Stability. *Journal of conflict resolution*, 49(4), 451-482.
- Fan, S., Kanbur, R., & Zhang, X. (2009). *Regional inequality in china : An Overview. Trends, Explanations and Policy Responses* Routledge, 14.
- Fearon, J. D. (2005). Primary commodities exports and civil war. *Journal of conflict resolution*, 49(4), 483-507.
- Fisher, S. (1997). Long-term contracts, rational expectations, and the optimal money, supply rule. (M. I. technology, Éd.) *Journal of political economy*, 85(1), 191-205.
- Fontaine, J. (1989). "Diagnostic et remedes proposés par le FMI". In *revue Tiers monde*(117).
- Friedman, M. (1957). "A theory of the consumption function". in *NBER Books National bureau of economic research*.
- Genereux, G. (1992). *Introduction à l'économie*. du Seuil.
- Geneud, J.-L. (2002). Sept programmes normatifs pour une sociologie critique des inegalités. Consulté le Juillet 28, 2017, sur <http://www.sociologie/revue.org/3927/>
- Greene, W. (2003). *Econometric analysis* (éd. Mac millum). (M. millum, Éd.) New york: Mac millum.
- Greffe, X. (1991). *Politique Economique*. Paris: Economica.
- Guerrien, B. (2000). *Dictionnaire d'analyse économique*. La Decouverte.
- Hadjene, O., & Bakhtache, R. (2022). Crise sanitaire et crise économique: combinaison lourde pour une économie assez fragile : le cas algérien (2010/2020). *International journal of economic performance*, V(1), 269-287.
- Humphreys, M. (2005). Natural resources, conflict and conflict resolution : uncovering the mechanisms. *Journal of conflict resolution*, 49(4), 508-537.

- Kabuya Lumuna, S. C. (2012). Données et analyses des dynamiques internes et externes de la gouvernance politique en RDC. Document interne, ENP.
- Kabuya, K. e. (1999). Espace monetaire Kasaien. Paris: Hachette.
- Kabuya, K., & Tshiunza, M. (Annuaire 2005-06). La politique economique revisitée en RDC : Pesanteurs d'hier et perspectives. l'Afrique des Grands Lacs.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & M.Mastruzzi, M. (2005). Governance Matters IV : Governance indicators for 1996-2004. World Bank.
- Keynes, J. M. (1936). The general theory of employment, interest and money. Royaume-Uni: For the Royal economic society Cambridge University.
- Kibanza Mwanja, R. (2017). Emploi, chômage et salaire : anciennes et nouvelles theories. Serres de Bruck: Universités Europeennes.
- Kikassa, M., & Kabuya, K. (1980). Stabilisation Economique et financiere au Zaire de 1978 à 1980 : De devaluations en cascade à la demonetisation. CEPAS.
- Largentay, J. (1942). Théories générales de l'emploi, de l'interet et de la monnaie. Paris: Payot.
- Lucas, R. E. (1972). "Expectation and the neutrality of money". in Journal of Economic theory(2), 103-124.
- Makutubu Balibwanabo, A. (2008). Verification empirique de la loi d'Okun. Cas de la RDC (1960-2000).
- Mankiw, G., & Romer, D. (1991). Sticky prices as coordination failure. The American Economic Review, 81(3), 539.
- Masangu Mulongo, J.-C. (2014). Parole de Gouverneur (Vol. Tome 2). Casablanca Maroc: Afrique Challenge.
- Matata Ponyo Mapon, A. (2016). Pour un Congo émergent, entretiens avec Kibambi Shintwa. Paris: Editions privé.
- Maton, J., Schoors, K., & Van Bauwel, A. (1998). Congo 1965-1997. Université de Grand.
- Messiha, J. (1999). Le statut économique des politiques budgetaires face aux traités de Maastricht et d'amsterdam. These de Doctorat en Sciences Economiques, Université de Metz.
- Mim, S. B. (2004). L'efficacité de la politique économique : le role du marché du travail et des marchés financiers. Thèse de Doctorat en Sciences Economiques, Université Paris XII VAL-DE-MARINE, Paris.
- Ministere de Plan ; UNICEF ; le PNUD ; l'OMS. (1996). Resumé de la situation socioeconomique. Kinshasa: Dans enquete Nationale sur la situation des enfants et les femmes au Zaire en 1995.
- Mota Ndongo, K. (1999). La dynamique de PME: Moteur du developpement economique du Katanga (1911 - 1995). These de Doctorat en Economie, Université de Lubumbashi.
- Muth, J. (1961). "Rational Expectations and the theory of price movements". In Econometrica, 29(3), 315-335.
- Mwanja Wakosia, J. (2013). Les Desequilibres financiers et l'absorption publique: analyse theorique et empirique au cas de la RDC. These de Doctorat en Economie, Université de Lubumbashi.
- Ngondo à Pitshandenge, S. (2014). Le paradoxe d'une croissance economique sans developpement en RD Congo. Congo-Afrique(483-484), pp. 233-243.
- North, D. (2005). Understanding the process of economic change. Princeton university press.
- OCDE. (2006). Vers une croissance pro-pauvres: les infrastructures. Paris.
- OCDE. (2015). Base des données Egalités Hommes-Femmes, institutiond et developpement (EID).
- Okun, A. (1962). Potential GNP : its measurement and significance. American statistical association, Proceedings of the busness and economics section, 98-103.
- Okun, A. (1970). The economics of prosperity. DC : Bookings institution.
- Ostram, E. (1990). Governing the comons: the evolution of institution for collective action. Cambridge university press.
- PNUD. (2015). Inegalités politiques, socioeconomiques et edification de la nation/Etat en Republique Democratique du Congo.
- PNUD. (2015). Rapport sur le Deloppement humain 2015.
- Polanyi, K. (1994). La transformation.
- Rodrik, D. (2000). Institutions for high quality growth : what they are and how to acquire them. NBER Working paper 7540, 46.
- Romer, D., & Ball, L. (1990). Real rigidities and the non neutrality of money. NBER Working Paper(2476).
- Samuelson, A., & Nordhaus, W. (2000). Economie (éd. 1e). Paris: Economica.
- Samuelson, P. A. (1954). "The pure theory of public expenditure". Review of economics and statistics, 36(4), 387-389.
- Sargent, T. (1981). "Some unpleasant monetarist arithmetic". in Federal Reserve Bank of Minneapolis quarterly review, 5(3), 1-17.
- Singh, A., Sonali, J.-C., & Mohommad, A. (2012). Inclusive Growth, Institutions and the underground economy. IMF Working paper Asia and Pacific Department WP, 12(47), 1-13.
- Snyder, R., & Bhavnani, R. (2005). Diamonds, blood and taxes : A revenue centered framework for explaining political order. Journal of conflict resolution, 49(4), 563-597.
- Solow. (1979). "Another possible source of wage stickness. Journal of macroeconomics, 1(1), 79-82.
- Stiglitz. (1987, Mars). The causes and consequences of the dependence of quality on price. Journal of economic, 25(1), 1-48.
- Stiglitz, J. (1992). Asymetric information in credit markets and It's applications for macroeconomics. Oxford Economic papers, 44(4), 694-724.
- Taylor, J. B. (1993). "Discretion versus policy rules in practice". Carnegie-Rochester conference series on public policy, 39(1), 195-214.
- Tinbergen, J. (1966). Techniques modernes de la politique économique. Paris: Dunod.
- UNDP. (2015). Rapport OMD 2000-2015 en RDC: une evaluation des progres accomplis par la RDC dans la realisation des OMD.
- Williamson, O. (1995). The institutions and Governance of Economic Development and Reform,. Proccedings of the world bank annual conference on development economics 1994, 171-197.